



Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2013
Français
Original : anglais

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Soixante-quatrième session

Compte rendu analytique de la 668^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 1^{er} octobre 2016, à 10 heures.

Président(e) : M^{me} Arango Olmos (Colombie)

Sommaire

Débat de haut niveau sur la solidarité et le partage de la charge avec les pays accueillant
des réfugiés syriens (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section française de traduction, bureau E.5059, Palais des Nations, Genève (trad_sec_fra@unog.ch).

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.13-50691 (F) 130117 130117



* 1 3 5 0 6 9 1 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 10.

Débat de haut niveau sur la solidarité et le partage de la charge avec les pays accueillant des réfugiés syriens (suite)

1. *Une déclaration filmée de M^{me} Indrawati, Directrice des opérations et Directrice générale de la Banque mondiale, est diffusée. M^{me} Indrawati y fait part de la situation inquiétante qui règne au Liban et en Jordanie, et demande que des mesures soient prises immédiatement pour apporter une aide humanitaire et une aide au développement pour soulager les souffrances des réfugiés, alléger la charge qui pèse sur les pays d'accueil et faire face aux effets de la crise à moyen et à long terme.*

2. **M. Finol** (République bolivarienne du Venezuela) dit que les États membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique ont envoyé des fournitures d'urgence aux réfugiés syriens au Liban et que son pays a proposé d'accueillir des réfugiés syriens. Toutefois, il convient de s'attaquer aux causes profondes de la situation humanitaire. Son Gouvernement reproche aux puissances impérialistes d'encourager et de financer la violence en République arabe syrienne, et dénonce leur duplicité consistant à faire passer une intervention impérialiste pour une opération d'aide humanitaire. Les ressources de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) sont remises à des groupes terroristes, ceux-là mêmes qui ont commis les attentats du 11 septembre 2001. La souveraineté et l'intégrité territoriale syriennes doivent être respectées, et son Gouvernement se félicite de la position adoptée par les Gouvernements de la Fédération de Russie et de la Chine, qui ont empêché les bombardements criminels prévus par le Pentagone. La solution doit être politique et négociée entre les Syriens eux-mêmes.

3. **M. Piperkov** (Bulgarie) dit qu'il faut apporter un soutien aux pays voisins qui accueillent des réfugiés syriens pour que ceux-ci puissent rester proches de leur pays d'origine, et pour qu'il soit possible d'accélérer le processus de reconstruction à la fin des hostilités. Le nombre de demandeurs d'asile arrivant en Bulgarie depuis la République arabe syrienne a décuplé ces douze derniers mois. Le Gouvernement assure leur sécurité et leur fournit un logement et de la nourriture, mais, si la tendance se poursuit, il aura besoin de l'aide de ses partenaires des Nations Unies et de l'Union européenne. Il faut apporter un soutien accru aux pays d'accueil en dehors de la région directement touchée.

4. **M. Melchenko** (Observateur du Bélarus) dit que le Bélarus soutient les appels en faveur d'une solution politique au conflit syrien. Les organisations humanitaires syriennes et les gouvernements doivent également collaborer pour augmenter le volume de l'aide apportée aux réfugiés syriens. Le nombre de personnes fuyant le conflit et ayant demandé l'asile au Bélarus a considérablement progressé depuis le dernier trimestre de 2012 ; en 2013, ces personnes représentaient 30 % de tous les demandeurs d'asile dans le pays. Tous ceux dont les demandes ont été traitées ont obtenu le statut de réfugié ou une protection complémentaire, et le Bélarus continuera d'examiner toutes les demandes en stricte conformité avec la législation nationale et ses obligations internationales. Le Bélarus est disposé à examiner les moyens d'accroître sa capacité d'accueil de réfugiés et invite le HCR à jouer un rôle actif dans ce processus.

5. **M^{me} Chaves** (Argentine) dit que la Commission des Casques blancs d'Argentine a collaboré avec le HCR pour appuyer les opérations de planification, gestion de l'eau, assainissement et communication au camp de Dormiz, dans la région du Kurdistan iraquien. Une autre proposition visant à apporter un soutien aux camps de réfugiés situés dans les pays limitrophes de la zone de conflit est en cours d'évaluation. La Commission nationale pour les réfugiés d'Argentine a autorisé une procédure permettant d'accélérer le traitement des demandes de statut de réfugié ou d'asile déposées par des Syriens. Sur les 154 demandes de statut de réfugié reçues à ce jour de citoyens syriens, 142 ont été traitées.

Plusieurs familles syriennes ont fait venir d'autres membres de leur famille en Argentine dans le cadre d'une procédure de regroupement familial accélérée.

6. **M. Lungu** (Zambie) dit que si les efforts déployés par la communauté internationale pour faire face à la crise humanitaire en République arabe syrienne sont louables, ils ne devraient pas saper les initiatives de solution durable existantes. Un soutien doit être apporté à tous les pays qui accueillent des réfugiés syriens afin de préparer la voie au redressement et à la reconstruction de la région une fois le conflit terminé. Toutes les parties prenantes devraient déterminer les meilleures stratégies à appliquer pour gérer la situation, et les donateurs ainsi que les organismes d'aide devraient coopérer pour assurer une intervention humanitaire efficace et globale.

7. **M^{me} Mukantabana** (Rwanda) remercie les gouvernements des pays concernés d'accueillir des réfugiés syriens et demande instamment aux pays voisins de maintenir leurs frontières ouvertes pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Le Rwanda soutient le principe du partage de la charge, qui doit être respecté pour préserver le droit d'asile et garantir la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Le Rwanda est déterminé à contribuer à trouver une solution durable à la crise des réfugiés syriens.

8. **M. Ayieny Aleu** (Observateur du Soudan du Sud) dit que la République du Soudan du Sud espère bien devenir membre à part entière du Comité exécutif. Le HCR protège le peuple du Soudan du Sud depuis plus de trente ans, et le pays exprimera sa gratitude en s'appliquant en toutes circonstances à accueillir et à protéger des réfugiés.

9. Le Soudan du Sud exhorte le HCR et les pays donateurs à continuer d'aider les réfugiés syriens et les pays d'accueil. Il considère l'éducation comme essentielle pour améliorer la gestion des camps et pour développer des compétences que les réfugiés pourront utiliser lorsqu'ils seront rentrés chez eux. Les enfants syriens vivant actuellement dans les camps de réfugiés sont un espoir pour l'avenir de leur pays et il faut leur permettre de grandir en bons Syriens et bons musulmans. C'est au Moyen-Orient qu'il faut chercher une solution politique au conflit syrien, et non à Washington, Moscou, New York ou Genève.

10. **M. Livieres Ocampos** (Observateur du Paraguay) se dit préoccupé par le fait que le Conseil de sécurité n'a pas mentionné la crise humanitaire dans sa résolution 2118 (2013) et par le silence de la communauté internationale qui a conduit certains hommes politiques au Liban à appeler à la fermeture des frontières. Le Conseil de sécurité devrait publier une déclaration sur la crise des réfugiés et ne ménager aucun effort pour mettre fin au conflit. Le Paraguay est disposé à apporter son aide, par exemple, en participant à un programme de réinstallation, en délivrant des visas aux enfants réfugiés pour qu'ils puissent étudier au Paraguay et en s'associant aux efforts de collecte de fonds avec le HCR.

11. **M. Agalga** (Ghana) dit que de nombreuses familles ghanéennes ont des liens avec la République arabe syrienne et sont directement touchées par la catastrophe qui frappe ce pays. Le Ghana soutient les appels à la solidarité envers les réfugiés et les pays d'accueil et salue l'initiative du Haut-Commissaire à cet égard. Une action concertée pour mettre fin à la guerre civile syrienne est nécessaire. Le Ghana souscrit à la proposition d'inclure un appel en faveur d'une solution politique globale à la crise humanitaire en République arabe syrienne dans la déclaration finale du débat de haut niveau.

12. **M^{me} Batistić-Kos** (Croatie) dit que la Croatie est bien consciente de la charge qui pèse sur les pays accueillant des réfugiés et de la menace que cela représente pour leur développement socioéconomique et la sécurité régionale. La Croatie apporte une aide ciblée aussi bien en République arabe syrienne que dans les pays voisins. Elle a alloué 450 000 euros à divers programmes et fournit en plus une aide financière et en nature. Pour faire face à la crise syrienne, il faut une mise en commun efficace des ressources et des capacités et tirer des enseignements de l'expérience de régions telles que la sienne.

13. **M. Al-Amin Digna** (Soudan) salue la générosité de tous les pays qui accueillent actuellement des réfugiés syriens et demande qu'ils gardent leurs frontières ouvertes. Il appelle la communauté internationale à alléger leur fardeau et dit que le Soudan apportera son soutien dans des domaines comme l'assainissement, la santé et l'éducation. Il exhorte la communauté internationale et les donateurs à continuer de soutenir le HCR et les opérations de secours. Il déclare que toutes les parties doivent se concentrer sur la recherche d'une solution politique à cette situation tragique et contribuer à terme au retour des réfugiés dans la dignité.

14. **M. Morales Suárez** (Équateur) dit que la gravité de la situation en République arabe syrienne est un rappel supplémentaire de la détresse des réfugiés et des personnes déplacées dans le monde. De tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, l'Équateur est celui qui compte le plus grand nombre de réfugiés. Sur les 170 000 personnes qui ont demandé l'asile depuis 2000, 56 000 ont obtenu le statut de réfugié. Les pays d'origine, de transit et de destination doivent partager la responsabilité de la protection des réfugiés et des migrants internationaux. Il faut rechercher des solutions durables, notamment le rapatriement librement consenti, l'intégration locale et la réinstallation dans un pays tiers.

15. **M^{me} Menéndez Pérez** (Espagne) dit que son pays a contribué à hauteur de 8,6 millions d'euros aux opérations de secours en République arabe syrienne et dans les pays voisins et demande instamment aux donateurs d'honorer leurs engagements sans tarder. L'Espagne donnera 1,5 million d'euros à titre de contribution supplémentaire, et le Bureau espagnol de l'action humanitaire prévoit d'envoyer une équipe en Jordanie, au Liban et en Turquie en octobre 2013 afin de déterminer la meilleure manière d'utiliser ces fonds. Pratiquement toutes les demandes d'asile émanant de citoyens syriens sont traitées favorablement et le quota annuel de 30 places de réinstallation en faveur des réfugiés syriens pourrait être augmenté. Une coordination entre les organisations humanitaires et les organismes de développement est indispensable.

16. **M. Wintermantel** (Hongrie) dit que le Conseil de sécurité doit veiller à ce que les organisations humanitaires soient autorisées à avoir accès aux personnes nécessitant leur aide en République arabe syrienne. La majorité de l'aide de son pays à la région a été apportée par l'intermédiaire du HCR, du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). La Hongrie a l'intention de donner 100 000 euros d'aide supplémentaires et d'offrir des places de réinstallation aux réfugiés syriens.

17. **M^{me} Stone** (Australie) dit que les pays d'accueil ont besoin d'un soutien concret pour loger, habiller et nourrir les réfugiés. Il faut améliorer la coordination entre les activités humanitaires et les activités de développement. Quarante-trois pour cent seulement des fonds nécessaires pour le Plan de gestion régionale de la situation des réfugiés syriens ont été perçus. L'Australie a apporté une contribution de 100 millions de dollars, principalement pour fournir un abri, de la nourriture et de l'eau potable dans les camps de réfugiés. Depuis 2013, le pays a mis à disposition 500 places de réinstallation permanente pour des réfugiés syriens particulièrement vulnérables. Toutefois, les Syriens ou d'autres personnes qui tentent d'entrer illégalement dans le pays ne sont pas acceptés, conformément à la politique gouvernementale « Operation Sovereign Borders ».

18. **M. Alattas** (Observateur de l'Arabie saoudite) dit que des efforts concertés sont nécessaires pour faire en sorte que l'aide parvienne bien aux millions de réfugiés de la région. L'Arabie saoudite a alloué environ 425 millions de dollars au bénéfice des réfugiés syriens. Cinq millions de dollars ont été injectés pour soutenir les réfugiés au Liban, et la même somme a été attribuée aux réfugiés de Jordanie. Trois millions de dollars supplémentaires ont été alloués au PAM pour l'aider à faire face à la crise.

19. **M. Almabroug** (Observateur de la Libye) dit que les destructions généralisées de logements et de biens en République arabe syrienne ont provoqué de graves problèmes socioéconomiques. La communauté internationale a le devoir d'octroyer des fonds suffisants aux réfugiés dans les pays d'accueil pour qu'ils soient hébergés, nourris et pris en charge comme il convient. La Libye a accepté 20 000 réfugiés syriens et, malgré ses propres difficultés politiques, elle maintiendra une « politique de porte ouverte » vis-à-vis des nouveaux arrivants. Elle coopère avec les organisations internationales afin de venir en aide aux réfugiés, dont certains sont déjà parvenus à trouver un emploi dans le pays.

20. **M. Huseynov** (Azerbaïdjan) dit que son pays connaît bien la situation des réfugiés, pour avoir lui-même connu des difficultés avec des réfugiés et des personnes déplacées depuis son accession à l'indépendance en 1991. Les pays voisins de la République arabe syrienne ont fait l'objet de pressions considérables et certains gouvernements de la région commencent à renforcer les contrôles aux frontières et à empêcher l'entrée de nouveaux réfugiés. La communauté internationale doit assurer aux pays d'accueil une assistance humanitaire et une aide au développement vraiment solides. Alors que l'Azerbaïdjan a lui-même accueilli plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées, il est devenu un pays donateur et s'emploie à obtenir de l'aide pour les réfugiés syriens.

21. **M. Seilenthal** (Estonie) dit que l'Estonie a contribué aux efforts de secours envers les réfugiés syriens à hauteur d'environ un million d'euros. En Jordanie, les équipes de secours estoniennes ont aidé à construire le camp de réfugiés d'Azraq et des ONG estoniennes ont fourni une assistance éducative aux jeunes Syriens du camp de Zaatari. L'Estonie contribuera à hauteur de 50 000 euros à la destruction des armes chimiques en République arabe syrienne.

22. **M. Păduraru** (République de Moldova) dit qu'au début des années 1990, 60 000 ressortissants de son pays avaient été contraints d'abandonner leur foyer à cause de la guerre. Son Gouvernement respecte le principe de non-refoulement envers les citoyens syriens. En tout, 196 Syriens ont obtenu ou attendent d'obtenir le statut de réfugié. Cinq cents autres ont désormais régularisé leur situation. On ignore combien de Syriens ont trouvé refuge dans la région de Transnistrie. Si des fonds internationaux étaient mis à disposition, le pays pourrait réinstaller de façon permanente jusqu'à 50 réfugiés qui ont été jugés particulièrement vulnérables. Les autorités travaillent avec le HCR et des ONG en vue d'assurer une aide appropriée aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

23. **M. Onek** (Ouganda) dit que le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile présents en Ouganda a augmenté pour atteindre environ 235 000. Il engage le HCR à œuvrer en faveur d'une solution viable et durable aux conflits qui ont provoqué des flux de réfugiés dans son pays. La résolution de la crise des réfugiés dans la région passe par l'adoption d'une solution politique au conflit syrien.

24. **M^{me} Stepanyan** (Observatrice de l'Arménie) dit qu'environ 10 000 réfugiés syriens, dont la plupart sont d'origine arménienne et viennent de la région d'Alep, ont trouvé refuge en Arménie. Plusieurs centaines de réfugiés supplémentaires entrent dans le pays chaque semaine. Le Gouvernement a laissé ouverts son ambassade à Damas et son consulat à Alep, et délivre gratuitement des permis d'entrée et de séjour. Les procédures de demande d'asile et de naturalisation ont été simplifiées pour les Syriens, et les autorités fournissent un abri temporaire, des soins de santé gratuits, un enseignement, une aide pour trouver un emploi, et des crédits à taux d'intérêt réduits pour les microentreprises. Les réfugiés syriens peuvent importer leurs véhicules et d'autres biens sans payer de droits de douane. Environ 20 millions de dollars ont été déboursés jusqu'à présent au profit des Syriens en Arménie et en République arabe syrienne. Au vu du nombre croissant de réfugiés arrivant dans le pays, l'Arménie ne sera pas en mesure de supporter seule les frais à engager. Elle a besoin d'aide pour héberger les réfugiés.

25. **M^{me} Pictet-Althann** (Observatrice de l'Ordre souverain de Malte) dit que Malteser International a distribué des troussees sanitaires d'urgence dans les zones situées autour de Damas et d'Alep, et une vingtaine d'hôpitaux et autres centres médicaux du nord du pays s'approprient à recevoir des médicaments et des articles médicaux consommables. Malteser International a un bureau et un hôpital de campagne temporaire à Kilis, à trois kilomètres à l'intérieur de la frontière turque. L'organisation y soutient également des établissements d'enseignement qui scolarisent 1 500 élèves syriens et elle fournira des soins de santé de base dans un camp de transition de la région. L'Ordre est également actif au Liban et dans le nord de l'Iraq. L'hôpital de campagne sera transféré de Turquie en République arabe syrienne dès que la situation le permettra. Des unités de santé mobiles seront également envoyées sur place. Le renforcement des capacités est indispensable, et les réfugiés participent eux-mêmes à de nombreuses opérations de secours de l'Ordre. Jusqu'à présent, celui-ci a donné 7 millions d'euros d'aide. Il est résolu à maintenir une présence à long terme dans la région.

26. **M. Chikh** (Organisation de la coopération islamique) dit que l'esprit de solidarité fait pleinement partie de la culture islamique et que la crise des réfugiés syriens a été l'occasion de le démontrer. Les pays voisins ont toujours respecté le principe de non-refoulement, mais la charge qui pèse sur eux est de plus en plus lourde. Il est nécessaire de trouver d'urgence une solution politique, de même que des moyens d'alléger la charge des pays d'accueil.

27. L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a lancé de nombreux appels pour qu'une aide soit apportée aux réfugiés. En janvier 2013, le Gouvernement koweïtien a organisé une conférence internationale de donateurs et a obtenu des promesses de contributions s'élevant à 1,5 milliard de dollars. L'OCI et des partenaires locaux ont créé un centre pour traiter les traumatismes psychosociaux des réfugiés à Kilis et ont organisé en 2012 une conférence qui a abouti à la mise en place d'une coalition d'ONG devant travailler dans les zones frontalières en Jordanie et en Turquie. D'importantes contributions ont également été versées pour mener des activités en République arabe syrienne.

28. L'OCI est déterminée à aider à relever les défis posés par la crise syrienne grâce à des solutions innovantes. D'autres possibilités, telles que la réinstallation dans des pays tiers et la simplification du traitement des demandes d'asile dans d'autres pays, devraient être examinées avec plus d'attention. L'OCI reste convaincue que la douloureuse épreuve que subit le peuple syrien catalysera les efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans la région.

29. **M^{me} Elis** (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient – UNRWA) dit que 220 000 réfugiés de Palestine en République arabe syrienne se trouvent dans une situation dramatique. Tous les camps de réfugiés de Palestine de ce pays sont touchés par le conflit, la moitié d'entre eux sont inaccessibles, et certaines sources indiquent que les habitants de Yarmouk survivent en consommant uniquement du sucre et de l'eau. Seule une cessation des hostilités négociée pourrait les sauver de l'anéantissement.

30. Les réfugiés de Palestine n'ont guère de possibilités de fuir le territoire. Les frontières jordaniennes leur sont fermées, les camps du Liban sont bondés et l'Égypte demeure difficile d'accès. Tous les pays d'accueil sont instamment priés de les accueillir et de respecter les principes d'égalité de traitement et de non-refoulement. Leur situation est un rappel brutal de la nécessité pressante de trouver une solution équitable à la question des réfugiés de Palestine dans le contexte d'un processus de paix négocié.

31. Les activités de l'UNRWA en République arabe syrienne sont axées sur le renforcement de la résilience, la prestation de services de base et le soutien apporté aux communautés. L'UNRWA demande qu'une plus grande attention soit accordée à la grande vulnérabilité des réfugiés de Palestine et appelle à un accroissement des mesures de protection de la part des États et d'autres acteurs humanitaires.

32. **M^{me} Tanguy** (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – FICR) est préoccupée par l'insuffisance du soutien apporté aux réfugiés syriens et aux communautés d'accueil des pays voisins et par le fait que certaines communautés sont proches du point de rupture. Une pression insoutenable s'exerce sur les ressources, les infrastructures et les moyens de subsistance locaux, et elle ne pourra que s'accroître pendant les mois d'hiver. Il faut d'urgence étoffer l'aide internationale afin de fournir des services vitaux aux populations de réfugiés et renforcer et pérenniser les capacités locales.

33. Les équipes de la Croix-Rouge desservent 500 000 personnes dans les camps et les communautés d'accueil de plusieurs pays. Toutefois, les appels de la FICR se heurtent à l'insuffisance de financement. La couverture de l'assistance s'inscrit en dessous de 30 % des besoins en Iraq et au Liban où les tensions s'accroissent et, rien qu'en Jordanie, il faudrait augmenter l'aide financière de 500 % en 2014. Il importe que les donateurs apportent rapidement une aide pour remédier à cette situation.

34. La FICR mène des activités visant à atténuer les risques croissants de violence interpersonnelle, notamment de violence sexiste, dans les communautés d'accueil. Toutefois, la situation s'approche du point de rupture. Le Liban est le pays confronté au plus grand risque de tensions et de violences intercommunautaires. Les organisations locales peuvent contribuer à désamorcer les tensions, tandis que les programmes visant à assurer des moyens de subsistance peuvent être utilisés pour satisfaire aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables. Des solutions durables sont en outre nécessaires pour faire face à l'accroissement des vulnérabilités, et l'aide devrait être dirigée en faveur du renforcement des capacités locales d'absorption. Ayant salué les contributions et l'abnégation des bénévoles humanitaires et rendu hommage aux 22 personnes qui avaient perdu la vie en accomplissant leur mission, M^{me} Tanguy demande à toutes les parties de protéger les agents humanitaires dans la région et de faciliter l'accès aux personnes les plus vulnérables.

35. **M. Duplat** (Comité international de secours), s'exprimant également au nom d'un grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), dit que la communauté internationale doit partager la charge des pays d'accueil en aidant à renforcer les infrastructures et les services publics, en développant les capacités locales et en apaisant les tensions entre les réfugiés et les populations des pays d'accueil. La communauté internationale devrait également appuyer les appels en faveur de l'aide aux réfugiés syriens, qui se heurtent à l'insuffisance de financement.

36. M. Duplat se dit alarmé par le traitement discriminatoire que plusieurs pays réservent aux réfugiés de Palestine en Syrie et appelle tous les pays à protéger les réfugiés en provenance de la République arabe syrienne, à respecter pleinement leurs droits et à ne pas les placer en détention illégale. La plupart des réfugiés choisiraient probablement un rapatriement volontaire si la situation le permettait, mais des possibilités de réinstallation dans un pays tiers pour les Syriens particulièrement vulnérables seraient également les bienvenues. Les pays de réinstallation devraient partager la charge, augmenter les possibilités de réinstallation et accélérer le traitement des demandes.

37. M. Duplat dit que le Coordonnateur régional pour les réfugiés et le Coordonnateur des opérations humanitaires pour la Syrie devraient collaborer étroitement avec le Coordonnateur des opérations humanitaires pour mettre au point des stratégies d'intervention et de planification régionales. Les ONG doivent participer à l'évaluation des besoins avant que le sixième Plan de gestion régionale de la situation des réfugiés syriens ne soit publié. Il faudrait prévoir un plan plus cohérent qui réponde aux besoins des réfugiés en dehors des camps et des communautés d'accueil, et trouver des moyens plus efficaces pour repérer et prendre en charge les personnes vulnérables en milieu urbain. Des mesures globales sont nécessaires pour faire le lien entre les initiatives de reconstruction et de développement. La programmation devrait être axée sur les investissements locaux, et

le HCR devrait intégrer l'aide aux réfugiés dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Enfin, une solution politique négociée au conflit syrien doit être trouvée sans tarder.

38. **M. Osotimehin** (Fonds des Nations Unies pour la population) dit que la crise syrienne touche 2,3 millions de femmes et de filles syriennes en âge de procréer. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a travaillé avec des partenaires sur le terrain pour fournir des services de santé génésique essentiels, notamment des soins obstétricaux d'urgence, à quelque 27 600 femmes en République arabe syrienne, où l'on a constaté une augmentation spectaculaire des césariennes prévues. Le FNUAP et ses partenaires ont distribué plus de 35 000 bons garantissant aux femmes enceintes un accès gratuit aux services obstétricaux et de santé maternelle.

39. Il faut au plus vite mettre en place des services permettant de lutter contre la violence sexiste. Les situations d'urgence vulnérabilisent les populations touchées car les familles sont séparées et les services essentiels se raréfient. Les réfugiés syriens invoquent fréquemment la crainte de violences sexuelles au nombre des motifs les poussant à fuir leur pays. Le FNUAP finance quatre espaces sécurisés à Damas et dans la campagne environnante et envisage d'en créer cinq autres. Un soutien psychologique y est dispensé et des activités de loisirs y sont organisées pour les femmes et les enfants. Les victimes de violences sexistes ayant besoin de soins médicaux sont confiées à des structures médicales spécialisées.

40. Le FNUAP et le HCR ont récemment formé du personnel pour traiter les violences sexistes en République arabe syrienne et dans d'autres pays touchés de la région. Les deux organismes mettent actuellement au point une stratégie régionale pour répondre aux besoins en matière de santé génésique et de protection des réfugiés en milieu urbain. Le FNUAP fournit également des services d'aide à la subsistance dans le camp de Zaatari et organise des cours d'alphabétisation pour les femmes et les filles de certaines communautés d'Iraq et de Jordanie. Il soutient les appels en faveur de l'alignement des actions humanitaires sur les interventions de développement, car cela permet aux initiatives humanitaires de se prolonger, même après la fin d'une crise.

41. *Sur l'invitation du Président, le Représentant permanent du Liban auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le Vice-Ministre égyptien des affaires étrangères, le Ministre iraquien des affaires étrangères, le Représentant permanent de la Jordanie et l'Ambassadeur de Turquie prennent place à la tribune.*

42. **Le Président** donne lecture de la Déclaration finale du débat de haut niveau du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire sur la solidarité et le partage de la charge avec les pays accueillant les réfugiés syriens, comme suit :

« Nous, États membres du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, réunis à Genève (Suisse), les 30 septembre et 1^{er} octobre 2013 à l'occasion du Débat de haut niveau sur la solidarité et le partage de la charge avec les pays accueillant les réfugiés syriens, avons ainsi délibéré dans un esprit strictement humanitaire et apolitique :

Nous apprécions grandement les informations détaillées données par les Ministres de l'Égypte, de l'Iraq, de la Jordanie, du Liban et de la Turquie – les pays hôtes accueillant les réfugiés syriens – concernant l'impact sur leurs pays et leurs communautés de plus de 2 millions de réfugiés. Nous rendons hommage à la générosité et l'hospitalité exemplaires des pays et communautés d'accueil de réfugiés ainsi qu'à leur investissement important pour héberger les réfugiés, en tant que mesure temporaire, jusqu'à ce que ces derniers puissent rentrer chez eux de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. Nous reconnaissons l'impact important sur les communautés, les économies, les sociétés, les services, l'infrastructure, l'environnement et la sécurité des pays hôtes. En même temps, nous gardons à l'esprit les besoins d'un nombre immense de personnes qui ont dû quitter leur foyer au sein de la République arabe syrienne.

Nous sommes alarmés par la gravité et la complexité de la situation qui prévaut en République arabe syrienne et reconnaissons le besoin urgent d'un règlement. Nous estimons qu'en l'absence d'une solution politique globale à la situation humanitaire que connaissent la République arabe syrienne et l'ensemble du Moyen-Orient, cette situation ne cessera de se détériorer et nous nous félicitons des efforts déployés pour convoquer la Conférence internationale Genève-2.

Nous réaffirmons, en conséquence, notre engagement aux principes de la solidarité internationale et du partage de la charge, afin d'appuyer les pays hôtes et de répondre aux besoins d'assistance des réfugiés ainsi que des communautés qui les accueillent. Nous nous félicitons des engagements pris et des déclarations de soutien aux pays et aux communautés hôtes, au HCR et à d'autres entités des Nations Unies et acteurs humanitaires concernés travaillant en faveur des réfugiés syriens. Nous prions tous les acteurs de nouer des liens de coopération étroits avec les gouvernements hôtes et le HCR afin d'éviter le chevauchement des efforts.

Nous demandons à la communauté internationale :

- D'accorder une aide directe aux gouvernements ;
- D'octroyer une aide financière et en nature afin de venir en aide aux populations réfugiées et aux communautés qui les accueillent, de façon concertée avec l'État concerné, afin d'alléger la pression s'exerçant sur les communautés hôtes ;
- De prendre en considération l'évaluation par les pays hôtes, ainsi que par les institutions des Nations Unies et les institutions financières internationales, de l'impact des réfugiés sur les économies, les sociétés, les services, les infrastructures, l'environnement et la sécurité des pays, afin de leur fournir l'assistance requise ;
- D'offrir davantage de places de réinstallation et des possibilités en matière d'admission humanitaire et de regroupement familial dans les pays tiers ; et
- D'exhorter les acteurs du développement à envisager des initiatives et des projets orientés vers les communautés hôtes afin de réduire les coûts économiques et sociaux de l'accueil des réfugiés syriens.

Nous exprimons notre reconnaissance au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour son appui à l'organisation du Débat de haut niveau sur la solidarité et le partage de la charge avec les pays accueillant les réfugiés syriens. ».

43. **M. Guterres** (Haut-Commissaire) dit que tous les participants au débat de haut niveau ont fait preuve d'une grande solidarité. Il exprime l'espoir que la solidarité internationale contribuera à la réalisation de l'objectif commun qui est de trouver une solution politique au conflit et de consolider la paix en République arabe syrienne, mission qui, jusqu'à récemment, s'est apparentée à un puzzle composé de pièces invisibles.

44. Lors du débat de haut niveau, la communauté internationale a approuvé une déclaration de soutien unifié pour les pays d'accueil et a reconnu que le principe du partage de la charge était un élément essentiel du régime de protection internationale. D'autres pièces du puzzle sont apparues peu à peu. Le Conseil de sécurité a approuvé une résolution sur les armes chimiques en République arabe syrienne et débat actuellement de l'accès humanitaire dans la région. Les participants au débat de haut niveau ont bien compris que la situation d'urgence humanitaire prolongée était devenue un problème structurel pour les pays d'accueil ainsi qu'une menace pour la paix et la stabilité régionales et mondiales. Désormais, les organismes humanitaires et de développement doivent collaborer et coordonner efficacement leurs efforts avec les gouvernements des pays d'accueil pour mettre en œuvre des programmes et des projets en faveur des réfugiés et créer les conditions nécessaires pour permettre à ces pays de prendre des mesures cohérentes, qui s'inscrivent dans la durée.

45. Des mécanismes de coordination ont été mis en place en Jordanie. Au Liban, l'évaluation globale des besoins réalisée par la Banque mondiale facilitera la coordination des efforts d'aide humanitaire et de développement. En Iraq, des mécanismes sont actuellement établis et les autorités œuvrent de concert avec les organismes humanitaires et de développement pour obtenir le soutien de la communauté internationale. La Turquie et l'Égypte élaborent également un certain nombre d'initiatives qui pourraient être directement appuyées par la communauté internationale.

46. Les pays pourraient apporter leur aide en gardant leurs frontières ouvertes aux réfugiés du conflit syrien. L'adoption de quotas spéciaux pour les réfugiés syriens, annoncée à la réunion par 17 des 18 pays de réinstallation, témoigne d'un sens partagé des responsabilités dans l'ensemble de la communauté internationale. Il est grand temps que celle-ci s'engage aux côtés des pays d'accueil et partage leur charge. La crise des réfugiés syriens ne devrait pas remettre en question le régime de protection internationale, mais au contraire le renforcer.

La séance est levée à 12 h 40.